



Conseil de sécurité

PROVISOIRE

S/PV.2570
7 mars 1985

FRANCAIS

UN LIBRARY

MAR 11 1985

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA
DEUX MILLE CINQ CENT SOIXANTE-DIXIEME SEANCETenue au Siège, à New York,
le jeudi 7 mars 1985, à 15 heuresPrésident : M. RABETAFIKA

(Madagascar)

Membres :

Australie
Burkina Faso
Chine
Danemark
Egypte
Etats-Unis d'Amérique
France
Inde
Pérou
République socialiste soviétique d'Ukraine
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord
Thaïlande
Trinité-et-Tobago
Union des Républiques socialistes soviétiques

M. HOGUE
M. BASSOLE
M. LING Qing
M. BIERRING
M. KHALIL
Mme KIRKPATRICK
M. de KEMOULARIA
M. VERMA
M. LUNA
M. OUDOVENKO

M. MAXEY
M. KASEMSRI
M. MOHAMMED
M. TROYANOVSKY

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 16 h 20.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

LETTRE DATEE DU 25 FEVRIER 1985, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU LIBAN AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES (S/16983)

Le PRESIDENT : Conformément aux décisions prises à la 2568ème séance, j'invite le représentant du Liban à prendre place à la table du Conseil; j'invite les représentants d'Israël, du Qatar et de la République arabe syrienne à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Fakhoury (Liban), prend place à la table du Conseil; M. Netanyahu (Israël), M. Al-Kawari (Qatar) et M. El-Fattal (République arabe syrienne) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT : Je voudrais informer les membres du Conseil que je viens de recevoir des lettres des représentants de l'Algérie, du Bangladesh, de Cuba, des Emirats arabes unis, de la Jordanie, de la République démocratique allemande, de la République islamique d'Iran, du Viet Nam, du Yémen démocratique et de la Yougoslavie, dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique établie, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Puisqu'il n'y a pas d'objections, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Djoudi (Algérie), M. Wasiuddin (Bangladesh), M. Oramas-Oliva (Cuba), M. Al-Alfi (Yémen démocratique), M. Ott (République démocratique allemande), M. Khorassani (République islamique d'Iran), M. Salah (Jordanie), M. Al-Shamli (Emirats arabes unis), M. Le Kim Chung (Viet Nam) et M. Golob (Yougoslavie) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT : Le Conseil va maintenant reprendre l'examen du point inscrit à son ordre du jour. Les membres du Conseil sont saisis du document S/17000 qui contient le texte d'un projet de résolution présenté par le Liban.

J'aimerais appeler l'attention des membres du Conseil sur les autres documents suivants : S/16990 et S/16997 : lettres datées respectivement des 26 février et 4 mars 1985, adressées au Secrétaire général par le représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/17007 : lettre datée du 6 mars 1985, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies; S/17008 : lettre datée du 6 mars 1985, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent par intérim de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le premier orateur est le représentant du Liban, à qui je donne la parole.

M. FAKHOURY (Liban) (interprétation de l'arabe) : Depuis que le Conseil a tenu sa première séance, le 28 février 1985, pour examiner la plainte du Liban, Israël, comme nous l'avions prévu, se livre à une escalade de ses pratiques et politiques inhumaines, allant jusqu'à commettre des massacres dans des lieux saints, comme mentionné dans la lettre (S/16009) que j'ai adressée le 4 mars au Secrétaire général. En effet, les autorités israéliennes d'occupation ont lancé leur plus grande opération militaire, à laquelle ont participé plus de 800 soldats et 50 véhicules blindés - chars, véhicules de transport de troupes et autres. Les forces israéliennes ont encerclé et pénétré le village de Maarakah (situé au sud du fleuve Litani), où le contingent français de la FINUL est stationné. Au cours de cette opération, 350 citoyens ont été séquestrés à l'intérieur de l'école du village et soumis à un interrogatoire, à la suite duquel 17 ont été transportés vers une destination inconnue. Les forces israéliennes ont détruit quatre maisons et une voiture. Au cours de cette opération qui a duré 24 heures, les autorités israéliennes d'occupation ont procédé à des perquisitions, avec toute la minutie à laquelle elles nous ont habitués, pour chercher des explosifs.

M. Fakhoury (Liban)

Avant leur départ du village, les forces israéliennes ont placé des explosifs dans la mosquée (Husseynieh) du village et l'ont fait exploser le 4 mars alors que quelque 200 personnes se trouvaient à l'intérieur de la mosquée. Cette explosion a fait 16 victimes, dont un petit garçon, et 100 blessés, dont certains se trouvent dans un état critique. Après cette explosion, les forces israéliennes ont empêché les ambulances et autres voitures de secours de pénétrer dans le village, et elles ont encerclé l'hôpital du village de Djebel Aamel, qui est le village le plus proche de Maarakah, en tirant des coups de feu dans l'air pour intimider les habitants. Lorsque les forces françaises ont essayé de remplir leur devoir humanitaire et de transporter les blessés à l'hôpital, les forces israéliennes, à ce moment-là, ont envahi l'hôpital et ont frappé les médecins, les infirmières et les malades.

Nous tenons les forces d'occupation israéliennes pour responsables de ce massacre. C'est une responsabilité directe qu'elles ne peuvent éluder comme l'a fait le représentant d'Israël dans le document S/17007, en date du 6 mars 1985. En effet, on ne peut croire que ces forces, lorsqu'elles se sont livrées à des perquisitions pendant 24 heures à la recherche d'armements, et après avoir découvert comme elles l'ont prétendu un arsenal qui pourrait suffire pour équiper toute une unité militaire, n'aient pas trouvé les explosifs qui ont détruit la mosquée d'Husseynieh. On a même perquisitionné dans les lits des enfants. En effet, un bébé a eu les deux jambes arrachées alors qu'il dormait dans son lit. Cette responsabilité est d'autant plus grave que l'explosion et le massacre qui l'a suivie avaient pour cible un Lieu saint. Cela constitue une violation flagrante des normes les plus élémentaires de la morale internationale et du droit et des instruments internationaux.

Le Liban, en condamnant ce crime et ce massacre atroces qui viennent s'ajouter à la liste des massacres israéliens, demande à nouveau à ce conseil de condamner ces actes et ces pratiques et de prendre des mesures efficaces en vue de mettre fin immédiatement à ces pratiques. Israël a montré une fois de plus qu'il ne respecte pas les Lieux saints et l'inviolabilité des lieux de culte et a prouvé une fois de plus qu'il fait fi des résolutions du Conseil et de la présence de la FINUL au Liban, Force qui concrétise ces résolutions.

Le 5 mars, à 18 heures précisément, des blindés israéliens - trois chars et autres véhicules - ont pénétré dans le village de Sila'a où se trouve le

M. Fakhoury (Liban)

contingent du Ghana de la FINUL. Les soldats israéliens ont rassemblé les habitants dans l'école du village, les ont interrogés, ont perquisitionné les maisons, ont arrêté trois personnes et tué un citoyen. En outre, un cadavre a ultérieurement été trouvé dans ce village.

Hier encore, nous avons reçu des nouvelles qui ont été confirmées par le porte-parole officiel de la FINUL et selon lesquelles les forces israéliennes ont envahi le village de Bidyas à l'est de la ville de Tyr et perquisitionné les maisons, interrogé les habitants et arrêté trente personnes sur la route entre Tyr et Teir Dibbah.

Les forces israéliennes, en même temps, ont effectué des tirs de mortier et d'armes automatiques lourdes contre une unité de l'armée libanaise se trouvant dans la ville d'Arzai au nord du fleuve Litani dans une région qui avait été vidée auparavant de ses habitants, il y a quelques semaines, par les forces israéliennes. Les forces israéliennes ont arrêté cinq journalistes étrangers et deux journalistes libanais, y compris le correspondant de l'Associated Press, sous prétexte qu'elles avaient déjà interdit aux journalistes se trouvant au Liban de pénétrer dans les zones occupées.

Qu'en est-il des droits de l'homme s'il est interdit d'accéder aux Lieux saints et d'entrer dans les hôpitaux pour y recevoir des soins? Qu'en est-il de la liberté de presse et d'opinion si elle est soumise au contrôle et si les journalistes sont arrêtés?

En fait, il n'est plus acceptable que ce conseil ne puisse assumer ses responsabilités ni manifester sa compétence pour faire justice aux demandes libanaises contenues dans le projet de résolution que nous avons soumis avant-hier. Si le Conseil ne condamne pas les massacres perpétrés dans les Lieux saints et dans les Lieux de culte et s'il ne condamne pas les pratiques arbitraires et inhumaines, sous la forme de meurtres, d'arrestations, de déplacements et de démolition, que doit-il donc condamner?

Chaque membre du Conseil a une responsabilité vis-à-vis des peuples et de l'histoire. Le Liban, le Gouvernement et le peuple libanais, souhaitent que le Conseil adopte une résolution conformément à ses responsabilités et suivent l'exemple des pays non alignés, qui ont appuyé pleinement leurs revendications sans aucune hésitation.

Le PRESIDENT : L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de l'Algérie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. DJOUDI (Algérie) : Monsieur le Président, permettez-moi dès l'abord de vous exprimer, au nom de la délégation algérienne, mes félicitations les plus chaleureuses à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours. Notre satisfaction est d'autant plus grande à vous voir présider les travaux de cet auguste Conseil que vous représentez un pays - Madagascar - qui s'est toujours illustré par son appui constant aux causes justes dans le monde et avec lequel mon pays entretient des relations particulièrement étroites auxquelles l'appartenance à un même continent, l'Afrique, et à un même ensemble politique, le Mouvement des pays non alignés, confère une dimension toute particulière. Votre grande compétence, votre connaissance des affaires internationales autant que votre sagesse et votre longue expérience, constituent le gage certain d'une direction avisée du Conseil.

Je voudrais également saisir cette opportunité pour adresser les félicitations de la délégation algérienne à votre prédécesseur, l'Ambassadeur de l'Inde, S. Exc. Krishnan qui, durant le mois écoulé, a conduit les travaux de ce Conseil avec une habileté, un savoir-faire, qui lui ont valu le respect et l'admiration de tous.

Six mois à peine se sont écoulés depuis la dernière réunion du Conseil de sécurité que celui-ci se trouve de nouveau contraint à se saisir du même problème : l'aggravation de la situation au Liban du fait de l'escalade de la violence israélienne.

Une fois de plus, la victime et l'agresseur sont connus. Une fois de plus, le Conseil se trouve placé devant ses responsabilités. Une fois de plus, il est appelé à agir en vertu du mandat que lui confère la Charte.

Le représentant du Liban, qui a pris la semaine dernière la parole devant ce Conseil, et qui vient d'apporter aujourd'hui un nouveau témoignage, nous a longuement décrit le calvaire indicible que vit son peuple dans le sud occupé depuis l'invasion israélienne et, singulièrement, depuis que les forces sionistes ont annoncé leur plan de redéploiement.

Dans le Sud-Liban occupé, l'horreur est devenue quotidienne. Chaque jour apporte son lot de morts, de blessés et de déportés. Chaque jour apporte son

M. Djoudi (Algérie)

cortège d'images effroyables, d'assassinats et de destructions. Chaque jour, des villages paisibles sont assiégés et pris d'assaut. Les maisons sont perquisitionnées, saccagées ou détruites. Leurs habitants, femmes, enfants, vieillards, sont maltraités, torturés, arrêtés ou sommairement abattus.

Ainsi, la première séance du Conseil s'était à peine achevée que les troupes d'occupation sionistes, fortes de l'impunité dont elles se savent assurées, envahissaient le petit village de Maraakah pour y semer la terreur et la mort, s'opposant brutalement aux soldats de la FINUL qu'on a littéralement menacés, au point de les empêcher de secourir les blessés et interdisant - et pour cause - la présence de journalistes.

Deux jours plus tard, un nouveau degré était franchi dans l'escalade des provocations : la mosquée de Maraakah était détruite à coups d'explosifs au moment même où, à l'intérieur, des femmes, des enfants et des vieillards recevaient des vivres après des journées de privation et de jeûne imposés par le siège de l'envahisseur. Quatorze morts, une centaine de blessés; tel est le bilan de ce massacre atroce que rien ne saurait justifier et qui ne fait qu'illustrer, si besoin est, la sauvagerie de la mainmise sioniste : une main de fer comme se plaisent à l'affirmer avec leur arrogance coutumière les agresseurs eux-mêmes.

Indubitablement, c'est là un nouveau défi porté à l'autorité du Conseil de sécurité et, par-delà le Conseil, à l'ensemble de la communauté internationale.

Il s'agit là assurément d'une situation dramatique et révoltante à laquelle Israël ajoute une dimension surprenante par l'audace de son indécence puisqu'il prétend effectuer, en même temps qu'il annonce le retrait de ses troupes d'occupation, une opération de récupération de l'opinion publique mondiale en faisant passer cette décision de retrait pour un acte de bonne volonté dont la communauté internationale devrait lui être reconnaissante. Mais les massacres des populations libanaises sont là pour témoigner que l'occupant s'apprête à se retirer du Liban dans la défaite, en passant, comme il y était rentré en envahisseur, sur les cadavres de héros anonymes d'une résistance irréductible.

Dès lors, il y a lieu d'exprimer l'espoir que le Conseil de sécurité saura adopter une approche lucide de la situation, déterminer les moyens appropriés pour confondre l'agresseur et, finalement, donner un coup d'arrêt à son entreprise.

M. Djoudi (Algérie)

Organe principal des Nations Unies, investi du mandat redoutable du maintien de la paix, le Conseil de sécurité est interpellé une fois de plus par la gravité des événements dont le Sud-Liban est le théâtre.

L'Ambassadeur du Liban est venu réclamer justice au Conseil. Il a demandé à cet auguste organe d'exprimer sa grave préoccupation devant les opérations militaires israéliennes et d'exiger d'Israël qu'il mette un terme à ces opérations; de condamner Israël et de dénoncer ses actes contraires à la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux conventions internationales et, notamment, à la quatrième Convention de Genève; de réaffirmer l'importance de la mise en oeuvre de ses résolutions, à commencer par les résolutions 425 (1978) et 426 (1978), ainsi que les résolutions ultérieures, en particulier les résolutions 508 (1982) et 509 (1982); de réaffirmer les dispositions de la quatrième Convention de Genève de 1949 et leur applicabilité aux territoires occupés par Israël dans le Sud-Liban, ainsi que l'obligation pour la puissance occupante de la respecter; d'affirmer le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité du Liban.

Voilà les termes d'une requête légitime au regard du nécessaire rétablissement de la plénitude des attributs de souveraineté d'un Etat indépendant.

L'Algérie qui, pour sa part, n'a jamais ménagé son soutien au peuple et au Gouvernement libanais dans la dure épreuve qu'ils traversent depuis plusieurs années, appuie pleinement ces revendications et voudrait dire ici toute son admiration et son respect pour la résistance héroïque du peuple libanais qui, à l'instar du peuple palestinien, a donné à l'occupant israélien des leçons inoubliables de courage et de bravoure.

C'est également le lieu pour l'Algérie de réaffirmer son ferme attachement à l'indépendance, à la souveraineté, à l'unité nationale et à l'intégrité territoriale du Liban dans ses frontières internationalement reconnues.

Il s'agit là de l'exigence d'une restauration de l'autorité pleine et entière du Liban sur l'ensemble de son territoire, qui requiert impérativement le retrait total, immédiat et inconditionnel des forces israéliennes jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban, conformément aux résolutions 508 (1982) et 509 (1982) du Conseil de sécurité.

M. Djoudi (Algérie)

Le drame quotidien du peuple libanais, soumis à l'occupation étrangère depuis quelques longues et douloureuses années déjà, aurait pu sombrer dans une insupportable et tragique banalisation si l'occupant, par la nature même de sa politique et la férocité des moyens qui la mettent en oeuvre, n'était aussi acharné à repousser chaque jour davantage les limites de l'intolérable. Israël, parce qu'il a pu, par les armes et par le sang, occuper momentanément un territoire et qu'il n'a pu, ni par le fer ni par le feu, subjuguier son peuple, s'est vu dernièrement contraint et forcé d'abandonner ce territoire qu'il n'a jamais pu soumettre à sa totale volonté. C'est là un échec qui est la leçon de ce combat exemplaire que les Libanais ont livré aussi bien pour eux-mêmes que pour nous tous.

Cet échec, l'occupant, dans sa retraite, tente de l'exorciser par des représailles menées sur une grande échelle et poursuivies dans l'aveuglement le plus meurtrier.

Ainsi, douloureusement atteints dans leur chair, irrémédiablement touchés dans leurs biens, profondément éprouvés dans la pratique de leurs cultes, les Libanais, victimes d'un des appareils d'oppression contemporaine les plus agressifs, voient de nouveau repoussées les limites de l'horreur. Cette horreur qu'inspirent l'assassinat de femmes, vieillards et enfants et la destruction, dans la même inhumaine insensibilité, de maisons et de lieux de culte. C'est là une horreur qui joue sur les grands nombres à l'ombre de la paralysie internationale. C'est là une horreur que la seule réprobation morale ne saurait atteindre. Une horreur, enfin, qui devrait provoquer sans plus tarder une réaction énergique de la communauté internationale, et d'abord de ceux d'entre ses membres à qui l'appartenance à cet organe confère la première responsabilité de veiller au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La logique effroyable de l'expansionnisme israélien, mue par une volonté de puissance effrénée, se matérialise, depuis son apparition dans la région du Moyen-Orient, par un appétit territorial qui se nourrit du vertige même de nombreux faits accomplis, effectués dans l'impunité. C'est précisément cette impunité et l'action de blocage de toute décision politique du système des Nations Unies qui portent atteinte à la crédibilité même de cette Organisation et, singulièrement, de ce Conseil.

Cette paralysie, Israël ne manque pas de l'exploiter aux fins de la poursuite de son délire de puissance, qui semble devoir le pousser, face au dépit de n'avoir pu réduire la volonté nationale de résistance du peuple libanais, aux plus grands

M. Djoudi (Algérie)

massacres. C'est au grand jour, en effet, qu'apparaît une situation où s'agitent, à l'instigation d'Israël, tous les éléments annonceurs des pires hécatombes. C'est là une situation que le Conseil de sécurité ne peut manquer d'observer avec la plus grande inquiétude. Il est politiquement de sa responsabilité de décider de la nature des mesures à prendre, et cela de la manière la plus urgente, afin de prévenir l'irréparable.

Il n'a moralement pas d'autre choix, depuis qu'hier, avec Sabra et Chatila, le monde a semblé brusquement découvrir avec autant de stupeur que d'effroi que l'espace d'un massacre, les tenants insensés d'un projet génocidaire pouvaient brutalement projeter la barbarie qu'on croyait révolue aux devants d'une scène internationale où la paix et la sécurité, décidément, ne peuvent s'accommoder du sacrifice d'un peuple, d'aucun peuple.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Algérie des paroles fort aimables qu'il a eues à mon égard et à l'endroit de mon pays.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de la Yougoslavie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. GOLOB (Yougoslavie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars. Nous avons toute confiance en vous, représentant de Madagascar non alignée, et nous connaissons bien votre expérience, votre sagesse et votre dévouement à la cause de la paix, si pleinement reflété dans la politique de votre pays.

Je voudrais également féliciter S. Exc., M. l'ambassadeur Natarajan Krishnan, Représentant permanent de l'Inde, pour la compétence et la patience dont il a fait preuve en dirigeant les travaux au cours du mois de février. En dirigeant les travaux du Conseil il est resté fidèle à la position de l'Inde non alignée et à l'esprit de la politique de non-alignement et du mouvement des pays non alignés présidé par l'Inde.

Depuis bientôt trois ans, Israël occupe des parties du Liban, Etat souverain et indépendant. Il le fait sous une diversité de prétextes également injustifiables.

Plus de six mois se sont écoulés depuis que le Conseil de sécurité a examiné les pratiques israéliennes dans le Sud-Liban occupé. C'est bien long, six mois, pour un peuple sous le joug de l'occupation étrangère!

M. Golob (Yougoslavie)

De nombreuses plaintes écrites du Liban ont été distribuées en tant que documents officiels de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Le Gouvernement libanais, dans ces lettres, fait le récit détaillé et tragique des violations des droits élémentaires de l'homme et des pratiques inhumaines exercées à l'encontre des populations civiles - siège de villes et de villages, actes d'oppression, meurtres, détention, exil forcé, démolition de maisons et d'écoles, humiliation des habitants et enlèvements.

Rien ne peut justifier les pratiques signalées par le représentant du Liban dans ses lettres des 21, 25 et 26 février et du 4 mars et aujourd'hui encore à la présente séance du Conseil de sécurité.

En juin 1982, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution demandant à Israël de se retirer immédiatement et sans condition jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban. Cette résolution et d'autres résolutions adoptées depuis juin 1982 sur la question de l'occupation israélienne du Liban prouvent amplement que la communauté internationale refuse de s'accommoder de l'usage de la force et de la politique d'occupation et d'agression.

A notre avis, l'occupation ne confère aucun droit à l'occupant; mais l'occupant a un devoir : se retirer immédiatement et inconditionnellement du territoire d'un autre Etat souverain. Toute autre démarche ne peut que saper les bases de la paix et de la sécurité internationales telles qu'envisagées dans la Charte des Nations Unies.

M. Golob (Yougoslavie)

Je rappelle ici que cette idée, de même que d'autres principes d'ordre général, s'appliquent également au cas du Liban. Par exemple, tout acte qui, de quelque façon que ce soit, limite ou menace l'intégrité territoriale, l'indépendance et la souveraineté d'un autre Etat est injustifiable, ou encore, il n'appartient pas au voisin de juger si un gouvernement est ou non maître de la situation qui règne dans son pays, et de se servir de ce prétexte pour justifier son intervention. En outre, aucun pays ne peut renforcer sa sécurité en ayant recours à la force contre un autre pays et en occupant un territoire étranger. Enfin, quelles que soient les allégations de l'agresseur ou de l'occupant, la résistance à l'occupation et à l'agression est légitime et fondée.

Les peuples yougoslaves ont encore en mémoire l'occupation de leur terre et la guerre qu'ils ont menée contre l'occupant. C'est en raison de notre propre histoire, et parce qu'il y va de l'avenir de tous les peuples, que nous apportons notre appui plein et entier aux peuples qui luttent contre l'agresseur.

La Yougoslavie s'associe au très vaste soutien dont bénéficie le Gouvernement libanais dans ses exigences : cessation des pratiques inhumaine et retrait immédiat d'Israël.

Les pays non-alignés, traditionnellement, ont toujours défendu la souveraineté et l'indépendance du Liban, lui-même pays non aligné. Au septième Sommet, à New Delhi, à la Réunion ministérielle des pays non alignés de la Méditerranée, à Malte, et à la Réunion ministérielle des pays non alignés tenue à New York l'année dernière, ils ont exigé le retrait immédiat et inconditionnel des forces israéliennes du Liban. Ils ont notamment demandé l'application des résolutions du Conseil de sécurité; ils ont condamné les pratiques inhumaines et le pillage auxquels se livrent les forces d'occupation et ont renouvelé leur appui à la cause de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'unité du Liban.

Hier encore, lors de la réunion qu'il a tenue à New York, le Bureau de coordination des pays non alignés a réaffirmé ces positions. Le Bureau a insisté, en particulier, sur la nécessité de garantir la sûreté et la sécurité des populations civiles dans ces régions, y compris celles des réfugiés palestiniens se trouvant dans les camps.

Le Bureau de coordination a ainsi réitéré les avertissements répétés et les demandes légitimes de l'Organisation de libération de la Palestine et de son

M. Golob (Yougoslavie)

président, Yasser Arafat, ainsi que les demandes des pays non alignés afin que la vie et le bien-être des réfugiés palestiniens soient protégés.

Enfin et surtout, le Bureau a lancé un appel au Conseil de sécurité pour qu'il fasse appliquer d'urgence les dispositions des résolutions du Conseil relatives au Liban.

Nous renouvelons cet appel et nous sommes persuadés que le Conseil de sécurité s'acquittera de son devoir et prendra toutes les mesures qui s'imposent pour faire respecter la souveraineté d'un Etat Membre et obtenir le retrait immédiat des forces d'occupation.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Yougoslavie pour les aimables paroles qu'il m'a adressées et qu'il a adressées à mon pays.

M. VERMA (Inde) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter à l'occasion de votre accession à la Présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mars. Nous sommes particulièrement heureux de voir le siège présidentiel occupé par le représentant de Madagascar, un pays ami et, comme nous, non aligné. Nous sommes également convaincus que votre vaste expérience diplomatique et votre sagesse enrichissent le Conseil, et que sous votre direction éclairée, il sera à même de traiter efficacement de la question dont nous sommes saisis.

Le Conseil se réunit une fois de plus pour examiner la situation tragique qui règne au Sud-Liban, dans la Bekaa occidentale et dans le district de Rashaya. Nous avons écouté avec une grande attention la déclaration du représentant permanent du Liban. Il nous a fait un récit émouvant des souffrances indicibles de la population civile infortunée des territoires libanais occupés par Israël. Il a également attiré l'attention du Conseil de sécurité, par les nombreuses communications qu'il a adressées au Secrétaire général, sur des faits relatifs aux opérations persistantes d'Israël et de ses pratiques dans cette région. Nous avons été scandalisés en apprenant les derniers actes perpétrés par Israël dans le village de Maarakah, qui ont fait de nombreux morts et blessés. Les actes commis par les autorités d'occupation israéliennes sont une violation flagrante des principes de la Charte des Nations Unies, des dispositions de la Convention de Genève de 1949 et des normes du droit international.

Il faudrait donc que le Conseil de sécurité, à qui incombe la responsabilité première du maintien de la paix et de la sécurité internationales, aux termes de la

M. Verma (Inde)

Charte des Nations Unies, entreprenne de trouver les moyens permettant d'améliorer cette situation dangereuse qui pourrait avoir les plus profondes répercussions sur la paix et la stabilité dans la région.

Le Mouvement des pays non alignés est profondément préoccupé par la grave situation qui règne au Sud-Liban. La Septième conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à New Delhi en 1983, a renouvelé son appui en faveur de la sécurité du Liban, de son intégrité territoriale, et de son droit d'exercer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, à l'intérieur des frontières internationalement reconnues. La Conférence a également prié tous les Etats de soutenir le Liban dans la mise en oeuvre des résolutions 508 (1982) et 509 (1982) du Conseil de sécurité, afin d'assurer le retrait des forces israéliennes de tout le territoire libanais. Ces principes ont été réaffirmés lors de la Réunion des Ministres et Chefs de délégation des pays non alignés, qui a eu lieu à New York en octobre 1984.

Hier, 6 mars 1985, le Bureau de coordination des pays non alignés a tenu une réunion d'urgence ici à New York, afin d'examiner les pratiques israéliennes dans les régions occupées par Israël au Sud-Liban, dans la Bekaa occidentale et dans le district de Rashaya. Le Bureau a adopté à l'unanimité un communiqué faisant état de sa profonde préoccupation face à la détérioration de la situation qui menace la paix et la sécurité dans la région, imputable aux opérations menées par Israël et à ses pratiques coercitives contre la population civile. Je voudrais citer quelques passages de ce communiqué :

"[Le Bureau] a condamné les pratiques suivies et les mesures prises par Israël à l'encontre de la population civile dans le Sud du Liban, la Bekaa occidentale et le district de Rashaya, en violation des règles et principes du droit international, et en particulier des dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949.

...

Le Bureau a demandé au Conseil de sécurité d'appliquer d'urgence les résolutions qu'il a adoptées au sujet du Liban, en particulier les résolutions 425 (1978), 508 (1982) et 509 (1982), pour qu'Israël se retire immédiatement et inconditionnellement du territoire libanais jusqu'aux frontières internationalement reconnues. Le Bureau a réitéré son appui à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité du Liban.

M. Verma (Inde)

Le Bureau a exprimé son appui au Gouvernement libanais dans les efforts qu'il déploie pour étendre son autorité sur tout son territoire et dans sa détermination de rétablir la paix et l'ordre dans les zones qu'Israël doit évacuer et de garantir la sécurité de la population civile de ces zones, y compris celle des réfugiés palestiniens vivant dans les camps.

Le Bureau a affirmé que les dispositions de la quatrième Convention de Genève de 1949 s'appliquaient aux territoires occupés par Israël dans le Sud-Liban, la Bekaa occidentale et le district de Rashaya et que la puissance occupante était tenue de respecter et de faire observer les dispositions de ladite Convention et des autres normes du droit international. Il a exigé qu'Israël, puissance occupante, mette immédiatement fin aux pratiques illégales et abusives dirigées contre la population civile de ces zones en violation de la quatrième Convention de Genève de 1949 et d'autres normes du droit international, et lève sur le champ toutes les restrictions et tous les obstacles au retour à des conditions normales dans les zones qu'il occupe".

(S/L7008)

Depuis l'agression du Liban par Israël, en 1982, la situation au Liban a été soumise à l'examen du Conseil de sécurité à plusieurs reprises. Le souvenir des atrocités commises par Israël contre les Libanais et Palestiniens innocents et le massacre génocide de Sabra et Shatila hantent encore nos mémoires. De tels actes ne doivent pas se répéter. Il faut obliger Israël à s'acquitter de ses obligations en vertu des conventions de Genève et des normes du droit international. Nous demandons l'application rapide des résolutions 508 (1982) et 509 (1982) du Conseil de sécurité afin d'assurer le retrait des forces israéliennes de tout le territoire libanais.

Le 14 janvier 1985, Israël a annoncé son plan unilatéral en trois phases de retrait ou de redéploiement des forces israéliennes au Liban. Il est important qu'Israël fasse connaître le calendrier exact et complet de son plan de retrait afin de permettre la reprise des négociations de Naqoura, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, dans le but d'effectuer sans retard un retrait pacifique et ordonné des forces israéliennes du Liban tout entier. Dans ce contexte, je voudrais exprimer notre reconnaissance au Secrétaire général pour avoir pris l'initiative des négociations de Naqoura et pour le rôle que joue la FINUL dans la région.

Le conflit qui se poursuit au Moyen-Orient reste l'une des menaces les plus graves à la paix. La tragédie du Liban est un symptôme de ce malaise. Aucun

M. Verma (Inde)

règlement du problème du Liban ne saurait être séparé de notre recherche d'une paix générale, juste et durable au Moyen-Orient, fondée sur l'exercice par le peuple palestinien de ses droits nationaux et de ses droits de l'homme inaliénables.

Le Gouvernement et le peuple de l'Inde sont profondément frappés par les événements survenus au Liban. D'après les faits qui ont été soumis au Conseil, il ne fait aucun doute que la responsabilité des souffrances de la population civile du sud du Liban incombe aux autorités israéliennes. Mon gouvernement appuie pleinement l'exigence fort juste du Liban telle qu'elle figure dans le projet de résolution présenté par ce pays (S/17000). Le Conseil doit agir de manière décisive et déterminée pour mettre un terme à l'agression et à l'intransigeance israéliennes. Nous espérons qu'il s'acquittera de cette responsabilité en vue de mettre fin à la tragédie du Liban.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Inde des paroles fort aimables qu'il a eues à mon égard.

M. TROYANOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques)
(interprétation du russe) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord souligner que c'est véritablement un plaisir extrême pour nous de vous voir, vous, représentant de l'Etat ami de Madagascar, élu récemment membre du Conseil de sécurité, occuper les fonctions de président. Il ne fait aucun doute pour nous que vos qualités professionnelles bien connues et votre grande autorité vous permettront de diriger les travaux du Conseil d'une manière exemplaire.

Nous tenons également à exprimer au représentant de l'Inde, l'Ambassadeur Krishnan, notre reconnaissance pour la façon dont il a dirigé les travaux du Conseil en février. Il a été président du Conseil pendant le mois le plus court de l'année. Mais ce mois n'a pas été un mois facile, compte tenu des problèmes dont il a fallu s'occuper.

Etant donné que c'est la première fois que la délégation soviétique prend la parole cette année, nous voudrions adresser nos félicitations aux membres nouvellement élus du Conseil de sécurité. Nous sommes certains qu'ils apporteront une précieuse contribution aux fonctions lourdes de responsabilité assignées au Conseil par la Charte de notre Organisation. Par la même occasion, nous voudrions également exprimer notre reconnaissance à nos cinq collègues dont le mandat de deux ans au Conseil de sécurité s'est achevé et leur adresser tous nos vœux de succès, tant au sein qu'en dehors des Nations Unies.

M. Troyanovsky (URSS)

Enfin, nous tenons à souhaiter la bienvenue parmi nous au nouveau Représentant Permanent de la France, l'ambassadeur Claude de Kémoularia, et au nouveau Représentant permanent de la République socialiste soviétique d'Ukraine, l'ambassadeur Oudovenko. Nous leur présentons nos meilleurs voeux.

La délégation soviétique appuie pleinement la demande urgente présentée par le Liban au Conseil de sécurité au sujet des actes de provocation commis par Israël dans la région sud de ce pays, qu'il occupe actuellement. La déclaration persuasive faite ici par le représentant du Liban et les faits qu'il a invoqués peuvent à juste titre être considérés comme un puissant réquisitoire contre les occupants israéliens.

Depuis maintenant trois ans, les soldats israéliens maintiennent le sol libanais sous leur domination. L'occupation israélienne a déjà causé des souffrances et des privations incalculables à des centaines de milliers de Libanais et de Palestiniens. Pas un seul jour ne se passe sans que nous parvenions du sud du Liban la nouvelle d'autres actes de violence et de terreur commis systématiquement par les forces d'occupation contre la population civile locale; et la liste déjà longue des victimes continue de s'allonger.

Récemment, la répression massive exercée contre la population libanaise s'est considérablement accrue. Les occupants ont établi un blocus de cette région et y ont commis un massacre sanglant, conformément à leur politique publiquement proclamée de "main de fer". Selon les renseignements qui nous sont parvenus, des douzaines d'habitants de cette région ont été victimes de la violence israélienne. Le nombre de prisonniers d'un camp de concentration - le trop célèbre camp d'Ansar - dépasse à lui seul déjà 1 500. En bref, Israël a transformé tout le Sud du Liban en un vaste camp d'où l'on apprend chaque jour que de nouveaux crimes sont commis : on ouvre le feu sur les habitants, on procède à des fouilles et des arrestations massives, à des punitions collectives et à la déportation, on fait sauter des maisons et l'on fait fi des sentiments nationaux et religieux des Libanais. De toute évidence, il serait difficile de trouver des dispositions ou des normes du droit international ou de la quatrième Convention de Genève de 1949 qui n'ont pas été violées systématiquement et délibérément par les forces d'occupation israéliennes au Liban.

M. Troyanovsky (URSS)

Les événements récents survenus dans le village de Maarakah, qui ont soulevé l'indignation tant au Liban que dans le monde entier, sont le dernier maillon de la chaîne des crimes israéliens sur la terre libanaise. Il est du devoir du Conseil de sécurité d'exiger d'Israël qu'il mette un terme à sa politique de terreur et de violence contre la population des territoires libanais qu'il occupe et qu'il respecte ses engagements au titre des conventions internationales pertinentes.

Le comportement d'Israël vis-à-vis des détachements de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) n'est pas moins révoltant. Nous partageons pleinement l'inquiétude exprimée à cet égard par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ces derniers jours encore, les troupes israéliennes ont, à plusieurs reprises, employé la force contre le personnel de la FINUL, qui cherchait uniquement à redresser les torts causés par l'occupant.

L'on se rappellera avec quelle audace, en été 1982, les chars israéliens sont ostensiblement passés sur le drapeau des Nations Unies et le peu de cas que les forces israéliennes ont fait du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), emprisonnant des centaines de fonctionnaires de l'Office pendant de longues périodes. Ainsi, les derniers événements illustrent de manière caractéristique l'attitude de Tel Aviv à l'égard de l'Organisation des Nations Unies.

Le Conseil de sécurité se doit de faire respecter le drapeau et les forces des Nations Unies au Liban et de veiller à ce qu'il n'y ait aucune ingérence dans leurs activités, ainsi que le stipulent diverses résolutions et, notamment, la résolution 523 (1982). La Force intérimaire des Nations Unies au Liban doit enfin avoir la possibilité d'accomplir la tâche que lui a confiée le Conseil de sécurité, sinon la question légitime se pose de savoir quelle est sa raison d'être dans le pays.

La délégation soviétique estime que le Secrétaire général devrait, à intervalles réguliers, tenir le Conseil de sécurité au courant de la situation dans la région contrôlée par la FINUL et lui faire connaître tous les cas où la Force ne serait pas en mesure de s'acquitter de sa mission.

Quelle est la cause de ces innombrables actes de violence perpétrés par les occupants contre les populations civiles au Liban? La réponse est manifeste pour tout observateur objectif. Israël récolte au Liban les fruits de sa politique aventuriste, aveugle et dangereuse. Le temps est le juge le plus impartial, et le temps a fait tomber le masque avec lequel Israël cherchait à couvrir ses

M. Troyanovsky (URSS)

aspirations agressives au Liban. Il est tout à fait naturel et légitime que les patriotes libanais s'élèvent courageusement pour défendre leur patrie; c'est ainsi qu'aujourd'hui la terre du Liban brûle littéralement sous les pieds des occupants.

Cependant, à en juger par les faits, cette leçon élémentaire n'a toujours pas été apprise à Tel Aviv. On y continue de jongler avec des slogans éculés, liant tous les problèmes existants au "terrorisme", bien que tout le monde sache que le terrorisme, notamment à l'échelle de l'Etat - le terrorisme-Etat - est précisément ce que pratique Israël sur la terre libanaise.

Il convient de rappeler qu'il y a six mois de cela, le Conseil de sécurité avait déjà examiné la question des actes illégaux d'Israël au Sud-Liban. Chacun d'entre nous sait fort bien que cet examen avait abouti à un veto américain contre un projet de résolution de portée minime présenté par la délégation libanaise, dans lequel était rappelée à Israël la nécessité de respecter les dispositions de la quatrième Convention de Genève ainsi que d'autres normes élémentaires du droit international. Les actes de terreur que multiplie aujourd'hui Israël au Liban sont la conséquence directe de la position adoptée par les Etats-Unis, comme d'ailleurs de toute la politique de Washington, qui vise à encourager et appuyer par tous les moyens son partenaire stratégique.

Il n'y a qu'une seule solution pour résoudre le problème libanais, et celle-ci est indiquée clairement dans les résolutions 508 (1982) et 509 (1982) adoptées à l'unanimité - je répète, adoptées à l'unanimité - dans lesquelles le Conseil de sécurité exige qu'Israël ramène immédiatement et inconditionnellement toutes ses troupes par-delà les frontières internationalement reconnues du Liban.

Dans cet ordre d'idées, la délégation soviétique voudrait souligner une fois de plus que la mise en application des résolutions du Conseil de sécurité est d'une importance cruciale si nous souhaitons vraiment que cet organe joue effectivement le rôle que lui confie la Charte des Nations Unies. Ce n'est un secret pour personne que, de temps à autre, certaines délégations s'étendent volontiers, dans leurs déclarations, sur la question de l'efficacité des travaux du Conseil et sur leur attachement à la Charte des Nations Unies. L'on peut dire, cependant, que le Liban est un exemple flagrant du fait que pareilles déclarations s'évanouissent comme des mirages chaque fois qu'il s'agit, dans la réalité, de mettre en oeuvre nos résolutions.

M. Troyanovsky (URSS)

Par conséquent, l'application immédiate et inconditionnelle des résolutions 508 (1982) et 509 (1982) adoptées à l'unanimité par le Conseil de sécurité est le seul moyen sûr de régler le problème libanais. Ce n'est qu'ainsi qu'il pourra être mis un terme à l'occupation continue du Liban par Israël.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques pour les paroles aimables et amicales qu'il a eues à mon égard et à l'endroit de mon pays.

M. BASSOLE (Burkina Faso) : Monsieur le Président, la délégation burkinabè se réjouit de voir un éminent fils d'un pays frère et ami, Madagascar, avec lequel mon pays entretient des liens particuliers d'amitié et de coopération, présider le Conseil de sécurité en ce troisième mois de l'année. Votre très riche expérience, votre sagesse et vos qualités de diplomate chevronné, que tout un chacun vous reconnaît, assurent à nos travaux un plein succès.

Permettez-moi, par votre intermédiaire, de remercier votre prédécesseur, S. Exc. l'Ambassadeur Krishnan, Représentant permanent de l'Inde, qui a dirigé les travaux du Conseil pendant le mois de février avec les qualités et la compétence qui le caractérisent.

Une fois de plus, le Conseil de sécurité et la communauté internationale d'une manière générale se trouvent face à un défi que leur lance Israël.

Israël non seulement refuse de présenter un plan complet de retrait de ses troupes du Sud-Liban qu'il a illégalement occupé - ce qui nous fait douter de ses vraies intentions - mais aussi se livre au massacre de populations civiles et à la destruction de villes et de villages entiers.

La communauté internationale et le Conseil de sécurité, au premier chef, se doivent de condamner énergiquement ce comportement de vandales des troupes israéliennes et, surtout, de prendre les mesures nécessaires qui s'imposent pour que cessent immédiatement ces actes barbares.

M. Bassole (Burkina Fasso)

Des faits portés à la connaissance du Conseil de sécurité, il ressort que ces troupes n'ont aucun respect pour les principes élémentaires des droits de l'homme.

Comme je le disais le 4 septembre 1984 devant ce même conseil, les autorités israéliennes se doivent de respecter scrupuleusement les dispositions de la Charte de notre Organisation ainsi que d'autres instruments internationaux, en particulier la quatrième Convention de Genève, les Conventions de La Haye de 1899 et 1907 et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Il est temps qu'Israël se conforme aux résolutions et décisions pertinentes du Conseil et de l'Assemblée générale en se retirant du Sud-Liban et en facilitant le règlement pacifique et global, sous l'égide de l'ONU, de la question générale du Moyen-Orient.

La communauté internationale a le devoir d'apporter son ferme soutien aux efforts du Secrétaire général des Nations Unies, et en particulier à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, afin que celle-ci puisse s'acquitter au mieux de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité dans la région. Une grande responsabilité, certes, revient aux parties concernées, en particulier à l'occupant, qui doit faire en sorte que cet objectif soit atteint.

A cet effet, la reprise des pourparlers de Nagoura, sous l'égide du Secrétaire général de l'ONU devient nécessaire. Pour ce faire, la partie israélienne devra présenter un plan global et complet de retrait de ses forces du Sud-Liban avec les garanties nécessaires du respect de ses engagements.

Le Gouvernement du Burkina Faso tient à rendre hommage au Secrétaire général de l'ONU et à son envoyé spécial pour les efforts inlassables qu'ils ne cessent de déployer en vue d'un règlement pacifique et définitif de la question du Moyen-Orient.

Mon pays est de ceux qui considèrent que le retour de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient dépendent des facteurs suivants : retrait sans condition des troupes d'occupation israéliennes du Sud-Liban et de toutes les zones arabes occupées; solution globale du problème palestinien; respect des frontières internationalement reconnues de tous les Etats de la région. Le Burkina Faso ne ménagera aucun effort pour apporter sa contribution à la recherche d'une solution qui prendrait en compte ces éléments fondamentaux.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de Burkina Faso pour ses paroles aimables et l'expression de ses sentiments fraternels.

M. MAXEY (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je saisis cette occasion pour vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil. La première semaine du mois de mars, qui est à peine écoulée, s'est révélée très chargée et vous avez déjà eu l'occasion, dans l'exercice de vos fonctions de confirmer vos qualités professionnelles et personnelles. Je remercie également votre prédécesseur, M. Krishnan, représentant de l'Inde, pour la manière avisée et compétente dont il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier. Etant donné que c'est la première intervention de ma délégation dans un débat du Conseil en 1985, je saisis l'occasion pour souhaiter une chaleureuse bienvenue aux membres qui se sont joints à nous au début de l'année. Je remercie également leurs prédécesseurs pour la contribution et la coopération qu'ils ont apportées au Conseil au cours des deux dernières années.

C'est avec consternation que ma délégation a écouté ici mardi dernier l'échange d'accusations entre les parties intéressées. C'est là, hélas! une nouvelle étape douloureuse et lourde de violence qui s'ouvre dans la tragédie continue du Liban.

Notre consternation a été d'autant plus grande que cette évolution avait été prédite depuis longtemps et que des gens responsables avaient réalisé des efforts considérables pour l'éviter. Dans son rapport du 9 octobre 1984, le Secrétaire général a averti chacun qu'il était nécessaire de tirer rapidement parti de la situation qui semblait alors relativement favorable à un retrait des forces israéliennes du sud du Liban. Il a dit :

"Si on laisse passer cette occasion, je crains que d'autres facteurs ne viennent une fois de plus entraver tout progrès sur cette question et qu'une autre occasion ne se présente pas de sitôt. Ceci à son tour causerait une nouvelle détérioration de la situation dans le sud du Liban, ce qui aurait des conséquences désastreuses pour les habitants de la région et, selon toute probabilité, sur les perspectives à long terme de paix dans la région."

(S/16776, par. 26)

Cette mise en garde ne s'est hélas! révélée que trop justifiée. Faute de dispositions concertées sur un retrait pacifique et ordonné nous assistons à une escalade de la violence et à de nouvelles effusions de sang, un acte de violence entraînant un autre. Comme toujours, c'est la population civile qui souffre. Mon

M. Maxey (Royaume-Uni)

gouvernement exprime de nouveau sa profonde inquiétude au sujet de cette population. Cette population endure de terribles souffrances en raison de la violence qui sévit depuis de nombreuses années et son aspiration à un retour à la paix et à des conditions normales mérite toute l'attention du Conseil.

Dans son communiqué de presse du 27 février dernier, le Secrétaire général a appelé l'attention sur la nouvelle situation qui règne au Liban depuis le début du mois de février. Il a dit qu'aux restrictions imposées à la population civile par l'occupation israélienne, s'ajoutent toute une série de contre-mesures énergiques, y compris des opérations de ratissage, prises par les forces israéliennes en raison du nombre accru d'attaques dont elles font l'objet de la part de groupes de résistance libanais. Le commandant de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) a signalé depuis le 6 février neuf opérations des forces de défense israéliennes dans la région où se trouve la FINUL.

Dans ses déclarations et dans les lettres qu'il a adressées au Conseil, le représentant du Liban accuse les forces israéliennes d'avoir assiégé des villes et des villages et d'avoir causé ainsi des pertes humaines et matérielles ainsi que des souffrances considérables parmi les habitants. Dans sa réponse, le représentant d'Israël n'a pas nié ces opérations mais a cherché à les justifier en invoquant la nécessité de protéger le retrait des soldats israéliens. Tous les faits ne sont pas encore connus, mais nous ne pouvons qu'exprimer notre inquiétude devant la nouvelle tournure que prend au Sud du Liban le cycle de la violence. Nous croyons que ces mesures ne font qu'attiser encore la situation explosive et qu'elles sont nuisibles à l'intérêt à long terme qu'il y a pour Israël d'assurer la paix et la sécurité le long de sa frontière septentrionale.

Les vues de mon gouvernement sur la question du Sud du Liban sont claires. Nous condamnons l'invasion commise au Liban en 1982 par Israël. Nous avons demandé le retrait rapide, complet et ordonné de toutes les forces israéliennes jusqu'au sud de la frontière internationalement reconnue du Liban. Nous avons demandé le prompt retrait de toutes les forces étrangères du Liban, à l'exception de celles qui s'y trouvent à la demande du Gouvernement libanais. La souveraineté, l'unité, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues doivent être strictement respectées. Comme nous l'avons dit au Conseil en septembre dernier, il est impérieux que les forces d'occupation israéliennes respectent les conventions internationales sur le droit

M. Maxey (Royaume-Uni)

humanitaire qui sont applicables en cas de conflits armés. Les forces israéliennes doivent notamment respecter toutes les dispositions de la quatrième Convention de Genève de 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. Toutes mesures de sécurité qu'Israël pourrait juger nécessaire de prendre ne doivent avoir qu'un minimum d'incidences sur la vie des habitants locaux et doivent être strictement conformes à la quatrième Convention de Genève.

Il appartient à Israël et à toutes les autres parties intéressées de respecter pleinement la FINUL et de coopérer avec elle. Nous partageons à cet égard l'inquiétude du Secrétaire général et reconnaissons avec lui que la FINUL doit poursuivre le rôle qu'elle joue actuellement. C'est avec un profond regret que nous avons pris note des incidents signalés récemment et dont a été victime le contingent français de la FINUL. Nous apprécions hautement les efforts déterminés déployés dans des circonstances difficiles par le contingent français et par l'ensemble des autres soldats et officiers de la FINUL en vue d'empêcher la violence et de protéger les civils. Ils méritent, ainsi que leurs gouvernements, notre reconnaissance et notre appui.

M. Maxey (Royaume-Uni)

Je voudrais rappeler les efforts qui ont été faits l'année dernière par le Secrétaire général, avec l'appui de mon gouvernement et d'autres gouvernements, en vue de trouver un mécanisme permettant d'empêcher la situation de violence actuelle au Sud-Liban. Nous continuons de croire que grâce à la volonté et à la détermination voulues de part et d'autre, une solution diplomatique peut encore être trouvée aux problèmes qui existent dans la région. Les gouvernements concernés devraient coopérer avec le Secrétaire général en ce sens. Les entretiens de Naqoura doivent être repris sans retard et tous les efforts doivent être déployés pour atteindre le plus rapidement possible les objectifs fixés par le Secrétaire général dans son rapport du mois d'octobre concernant le retrait israélien, la paix et la sécurité dans la région et le rétablissement de l'autorité et de la souveraineté libanaises jusqu'aux frontières internationalement reconnues. Tout ce qui est possible doit être fait pour veiller à ce que le retrait des forces israéliennes qui se trouvent encore au Liban se fasse dans l'ordre et de manière coordonnée. Les mécanismes des Nations Unies, dont la FINUL, peuvent jouer un rôle important pour faciliter ce processus. Entre-temps, toutes les parties concernées doivent faire preuve de la plus grande modération possible pour ne pas gêner le retrait complet d'Israël.

Je crois que cette attitude jouit d'un appui important au sein du Conseil. Nous devrions profiter de ce débat pour favoriser ce processus et non pour attiser les feux de la violence au Sud-Liban. Une solution diplomatique reste encore le seul objectif possible et souhaitable. Nous devrions encourager les parties à s'efforcer d'y parvenir.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Royaume-Uni pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

M. BIERRING (Danemark) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis tout d'abord de vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de mars. Votre longue expérience des Nations Unies et les talents diplomatiques dont vous avez déjà amplement fait la preuve font que nous sommes certains du succès de votre présidence. Je souhaite également rendre hommage au représentant de l'Inde, l'ambassadeur Krishnan, pour l'excellente façon dont il a présidé le Conseil durant le mois de février.

M. Bierring (Danemark)

Comme c'est la première fois que je prends la parole au Conseil, j'aimerais exprimer mes remerciements sincères pour les paroles de bienvenue qui ont été adressées à mon pays à l'occasion de son entrée au Conseil. C'est avec un sentiment d'humilité que nous assumons nos responsabilités en cet auguste organe, mais également avec la ferme conviction du rôle indispensable du Conseil dans la promotion de la paix et de la sécurité internationales, et nous sommes fortement résolus à apporter notre contribution à cet égard.

Ma délégation a écouté avec une vive attention et une profonde compréhension le représentant du Liban, alors qu'il nous a décrit un autre chapitre de la tragédie humaine que connaît encore son pays. Mon gouvernement a toujours appuyé le rétablissement de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale complètes du Liban. Ces principes ont été réaffirmés à la réunion du Conseil européen à Dublin en décembre 1984, et les Dix ont rappelé leur conviction que cela ne saura intervenir que lorsque toutes les forces étrangères se seront retirées du pays, sauf celles dont la présence est demandée par le Gouvernement libanais.

Le Danemark a toujours estimé que l'invasion israélienne du Liban viole les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et qu'Israël devrait retirer ses forces immédiatement et inconditionnellement, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Mon gouvernement s'était donc félicité de la décision du Gouvernement israélien de retirer ses forces du Liban et de mettre ainsi un terme à son occupation prolongée du territoire libanais.

Nous avons demandé instamment aux Gouvernements libanais et israélien de faire preuve de souplesse en établissant des arrangements de sécurité au Sud-Liban et de faire tout ce qui est possible pour empêcher de nouveaux actes de violence dans toute la région où se déroule le retrait israélien.

Après l'achèvement de la première phase du retrait israélien, le 16 février, nous avons été témoins d'une aggravation du cycle de violence dans les régions encore sous occupation israélienne. A part les restrictions imposées à la population civile par l'occupation israélienne, le nombre croissant d'attaques contre les forces israéliennes par les groupes de résistance libanais a entraîné une série de contre-mesures israéliennes, y compris des opérations de ratissage,

M. Bierring (Danemark)

qui ont eu pour résultat des pertes tragiques en vies humaines. Le Danemark déplore vivement cette évolution, réaffirme la nécessité d'un retrait israélien rapide et complet et prie toutes les parties de faire preuve de la plus grande modération.

Il est impérieux que les forces d'occupation israéliennes respectent les dispositions de la Quatrième Convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre ainsi que les autres normes du droit international. Toute précaution de sécurité qu'Israël, en tant que puissance d'occupation, pourrait trouver nécessaire de prendre devrait être conçue de façon à avoir un effet minimum sur la population locale et ne devrait nullement entrer en conflit avec les obligations d'Israël en vertu de la Quatrième Convention de Genève.

L'évolution de la situation au cours des dernières semaines montre clairement que celle-ci se détériore rapidement pour toutes les parties intéressées. Mon gouvernement estime par conséquent que tant le Liban qu'Israël devraient accorder la priorité à la promotion d'un retrait ordonné et complet des forces israéliennes. A notre avis, l'objectif principal des délibérations du Conseil devrait être de faciliter ce processus. Nous estimons que les Nations Unies peuvent jouer un rôle important à cet égard.

Le Danemark se félicite du processus de négociation entamé à Naqoura et des efforts du Secrétaire général entrepris en application de la résolution 555 (1984) du Conseil de sécurité. Nous croyons que le cadre des entretiens de Naqoura serait utile pour obtenir des arrangements relatifs au retrait complet d'Israël et le rétablissement rapide de l'autorité du Gouvernement libanais au Sud-Liban.

Nous pensons aussi que le Secrétaire général et la FINUL, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, pourront jouer un rôle précieux dans les régions à évacuer, notamment en ce qui concerne la sécurité des habitants de ces régions et l'intégrité territoriale du Liban.

Nous avons noté avec une vive inquiétude la récente déclaration du Secrétaire général selon laquelle la position de la FINUL devient de plus en plus difficile. Nous voudrions rendre hommage au dévouement avec lequel le Commandant, les officiers et les hommes de la FINUL exécutent leurs tâches dans une situation extrêmement difficile.

Tout en éprouvant la plus grande sympathie à l'égard du peuple libanais, le Danemark trouverait difficile d'appuyer toute action du Conseil de sécurité qui

M. Bierring (Danemark)

pourrait entraver la réalisation de notre objectif commun : la cessation rapide et ordonnée de l'occupation israélienne du Sud-Liban.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Danemark pour les paroles aimables qu'il a eues à mon égard.

Mme KIRKPATRICK (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :
Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord vous féliciter, tant en votre qualité de représentant de Madagascar qui vient d'entrer au Conseil de sécurité qu'en votre qualité de représentant de Madagascar qui assume à présent la présidence du Conseil, et de votre entrée au Conseil et de votre accession à la présidence.

Je voudrais également, bien entendu, féliciter le représentant de l'Inde pour la compétence et l'énergie remarquables avec lesquelles le Gouvernement indien a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier et je tiens à exprimer ma conviction que le représentant de Madagascar ne fera pas moins.

Mme Kirkpatrick (Etats-Unis)

Les Etats-Unis se félicitent par ailleurs de pouvoir souhaiter la bienvenue aux autres nouveaux membres du Conseil de sécurité : l'Australie, le Danemark, la Thaïlande, la Trinité-et-Tobago, de même qu'aux nouveaux représentants des membres qui continuent à siéger au Conseil.

Aujourd'hui, le Conseil de sécurité est appelé à faire face à la situation qui règne au Liban en raison de la violence et de la contre-violence associées à la poursuite du conflit qui, à l'intérieur du pays, oppose divers groupements de sa population, au retrait des forces israéliennes et à la présence permanente d'autres forces étrangères. C'est là un grave sujet de préoccupation pour nous tous. Mais, en tant que représentante des Etats-Unis, je me dois d'attirer l'attention du Conseil sur un problème d'importance toute particulière pour mon pays.

Pendant la semaine écoulée, mon gouvernement a fait l'objet de menaces directes contre ses ressortissants au Liban, ressortissants qui sont au service du maintien de la paix pour les Nations Unies. Ces menaces sont directement liées à notre comportement au sein du Conseil de sécurité. Elles sont une tentative grossière et méprisable d'influencer la conduite et le vote des Etats-Unis dans cet organe.

Bien sûr, les Etats-Unis se félicitent des assurances données par le Gouvernement du Liban qu'il n'encourage pas pareille attitude insensée mais cherche plutôt à la décourager. Mais aucun d'entre nous au sein de ce Conseil, et personne parmi ceux qui attachent de la valeur aux travaux du Conseil, ne peut ignorer la réalité de ces faits. D'autres menaces contre les Etats-Unis à propos d'une séance précédente du Conseil de sécurité, dans un contexte qui n'était pas très différent de celui-ci, s'étaient soldées par la perte tragique de vies américaines et libanaises. Je voudrais brièvement rappeler au Conseil quels étaient ces faits.

Le 8 septembre 1984, le bureau de l'Agence France-Presse à Beyrouth recevait un appel téléphonique. Son auteur disait être le représentant de ce que l'on appelle l'organisation du djihad islamique et prévenait que cette organisation porterait très bientôt un coup aux intérêts-clefs des Etats-Unis au Moyen-Orient. Il ajoutait que les membres de son organisation étaient prêts à faire le sacrifice de leur vie pour détruire les institutions américaines et sionistes, même si elles étaient d'importance secondaire. Enfin, il disait que le Gouvernement du président Reagan avait administré la preuve de son mépris pour les Musulmans quand, le 6 septembre, il avait opposé son veto à la résolution du Conseil de sécurité présentée par le Liban.

Mme Kirkpatrick (Etats-Unis)

Le 20 septembre à 11 h 30, heure de Beyrouth, une camionnette est arrivée par la route d'accès nord à l'annexe de l'Ambassade américaine, située dans la banlieue d'Awkar, au nord-est de Beyrouth. Cette annexe se trouve dans une rue résidentielle bloquée à ses deux extrémités par des barricades. Le conducteur de la camionnette a ouvert le feu sur les gardes en poste près des barricades, neutralisant plusieurs d'entre eux. Sous le feu des gardes, le véhicule a manœuvré à travers les barricades, a poursuivi sa route en direction du bâtiment de l'ambassade, a été stoppé par le tir à près de vingt pieds de l'extrémité nord du bâtiment, soit à l'extérieur du complexe proprement dit, où il a explosé. Le bâtiment a subi d'énormes dommages. Deux fonctionnaires américains de l'ambassade et dix employés libanais ont été tués par l'explosion. Quelque 59 employés et visiteurs ont été blessés, 18 assez gravement pour être hospitalisés.

Cette fois-ci, dans une situation qui n'est pas différente et tandis que le Conseil examine à nouveau une plainte contre Israël adressée par le Gouvernement du Liban, les Etats-Unis ont reçu trois menaces précises que je voudrais porter à la connaissance du Conseil.

Le 8 février, un observateur militaire de rang supérieur Etats-Unis-Nations Unies informait le quartier général du Groupe d'observateurs au Liban (GOL) d'une menace pesant sur les officiers américains servant au Sud-Liban dans l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) si les Etats-Unis opposaient leur veto au projet de résolution libanais. Le 1er mars 1985, un officier américain appartenant au GOL a informé son quartier général d'une deuxième menace contre les officiers américains servant dans les forces des Nations Unies au Sud-Liban. Cette menace rapportée aux membres américains de l'Equipe Tyr par un contact habituel dont les informations sont généralement considérées comme étant dignes de foi. Cependant, nous n'avons pas réussi à établir si cette menace et la précédente étaient liées.

Le 5 mars, un fonctionnaire des Nations Unies au Liban a reçu une menace d'un représentant Amal important dirigée contre les membres du Conseil de sécurité qui opposeraient leur veto au projet de résolution libanais au Conseil de sécurité. Plus précisément, un responsable militaire des Nations Unies au Liban a été informé que les pays qui utiliseraient leur droit de veto au Conseil de sécurité seraient confrontés à de graves problèmes. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont été spécifiquement mentionnés. D'autres menaces moins précises ont également été reçues au cours de la semaine dernière.

Mme Kirkpatrick (Etats-Unis)

Tous les membres du Conseil de sécurité et tous ceux qui veulent que l'ordre règne dans le monde doivent se souvenir de l'amer héritage de violence au Liban, qui a un rapport direct avec les menaces qui pèsent sur les activités du Conseil de sécurité.

Je crois important que le Conseil réfléchisse un instant aux éléments d'un ordre mondial minimum. La Charte des Nations Unies nous dit que l'objectif fondamental, c'est d'être à l'abri de la peur, à l'abri des menaces contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat, à l'abri des menaces contre n'importe quel Membre des Nations Unies - et très certainement contre n'importe quel membre du Conseil de sécurité. On aurait pu penser que cela était l'évidence même puisque le danger qui découle de la violation de cette règle fondamentale est évident pour tout le monde. Le Conseil de sécurité ne peut manifestement pas assurer le maintien de la paix et de la sécurité ni même tenter de le faire si ses membres font l'objet de menaces ou sont soumis à la violence.

Ces derniers jours, au Conseil, certains auraient suggéré en privé que pareilles menaces étaient sans grande importance et ne devaient pas entraver les travaux urgents du Conseil. Pour ma part, je tiens à dire que le Conseil n'a pas de tâche plus urgente que de s'assurer que sa propre procédure demeure à l'abri de toute intimidation ou violence.

J'entends préciser que les Etats-Unis ne cherchent pas ici un prétexte pour soulever la question des menaces terroristes. Les Etats-Unis ne cherchent pas à éviter le débat sur la situation au Liban. Bien au contraire, les Etats-Unis sont prêts à discuter et à s'associer à une action constructive pour résoudre les problèmes du Liban. Voilà pourquoi, lors de la dernière réunion du Conseil de sécurité sur ce point, nous avons instamment demandé une reprise des pourparlers directs entre les représentants militaires d'Israël et du Liban, à Naqoura, afin de faciliter un retrait israélien plus pacifique. C'est pour cette raison que nous avons fermement appuyé les recommandations du Secrétaire général concernant le rétablissement de la paix dans la région.

Sur instructions de mon gouvernement, j'ai fait part au Secrétaire général et au Siège des Nations Unies de notre inquiétude face aux menaces dirigées contre le personnel américain. Sur la base de sa propre évaluation de la situation, le Siège a jugé bon de demander le retrait du personnel américain des forces de maintien de

Mme Kirkpatrick (Etats-Unis)

la paix au Liban. Je tiens à rappeler que les Etats-Unis ont toujours été et restent un partisan chaleureux et actif du rôle de maintien de la paix des Nations Unies au Liban et ailleurs. Ces deux dernières années, nous n'avons cessé de tenter d'accroître le rôle des observateurs des Nations Unies et des forces de maintien de la paix des Nations Unies au Liban.

Mme Kirkpatrick (Etats-Unis)

Nous ne pouvons imaginer d'effet plus néfaste sur le rôle de maintien de la paix des Nations Unies ou sur le libre échange d'opinions, la discussion, le processus d'examen et de décision du Conseil que celui découlant des menaces et du recours à la violence. Aucun processus de discussion, d'examen, de compromis et de prise de décision logique n'est possible sous la menace de la violence. C'est donc le Conseil qui est directement menacé lorsqu'un membre du Conseil est l'objet de menaces liées à tout processus où le Conseil est engagé.

Les Etats-Unis continuent d'être fermement en faveur de la discussion, de l'examen et de la prise de décisions rationnels au sein du Conseil. Nous restons déterminés à participer aux travaux du Conseil dans la recherche d'une solution qui mette un terme aux souffrances que le Liban continue d'endurer. Nos propres objectifs en ce qui concerne le Liban sont clairs. Ce sont : le retrait de toutes les forces étrangères - retrait pour lequel nous avons constamment voté et que nous avons instamment demandé de façon répétée -, une frontière libano-israélienne sûre et stable - à la création de laquelle nous avons travaillé, depuis l'adoption des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) jusqu'à aujourd'hui -, et l'extension de l'autorité du gouvernement central sur la totalité du territoire libanais, y compris le Sud.

Les Etats-Unis se félicitent de l'annonce de la deuxième phase du retrait israélien du Liban, qui marque une nouvelle étape du plan libanais de retrait complet. Les Etats-Unis sont convaincus que le meilleur espoir de paix et de sécurité pour le peuple du Sud-Liban est le retrait rapide et coordonné d'Israël, lequel aurait pour résultat le rétablissement de la souveraineté et du contrôle du Gouvernement libanais sur la région et, en fait, le retrait de toutes les forces étrangères du Liban et le rétablissement de la liberté complète du Gouvernement libanais sur tout son territoire.

A cet égard, les Etats-Unis n'ont cessé de demander à toutes les parties de faire preuve de modération et de s'efforcer de rompre le cycle d'action et de réaction violentes qui a entraîné la perte de biens et de vies humaines, pour qu'il soit mis fin à la tragédie humaine qui afflige le Liban depuis plusieurs années. Nous avons notamment demandé aux parties de tirer parti du processus de Naqoura en tant que meilleur moyen de trouver les dispositions permettant d'atteindre ces objectifs très souhaitables.

Mme Kirkpatrick (Etats-Unis)

Il existe un cycle de violence au Liban. Ce cycle de violence est alimenté par des résolutions déséquilibrées, injustes, tout comme par le terrorisme, l'agression, les représailles et la haine. La question la plus brûlante qui se pose aujourd'hui au Conseil est de savoir si le cycle de violence qui afflige le Liban va pouvoir s'étendre ici, au Conseil de sécurité lui-même, mettant en danger cette dernière enclave où les parties au conflit peuvent venir et se faire entendre des nations du monde.

Le Conseil de sécurité ne peut fonctionner que si les parties en conflit respectent le droit de tous les membres de parler et de voter selon leurs intérêts et leur jugement bien compris. Aucun membre du Conseil, de l'Assemblée générale, ni de quel qu'organe des Nations Unies que ce soit, n'est en sécurité si l'intimidation, la coercition et la violence sont admises dans les délibérations de nos institutions. Les Etats-Unis demandent donc à tous les membres du Conseil de désavouer les menaces contre le processus de délibération du Conseil lui-même.

Le PRESIDENT : Je remercie la représentante des Etats-Unis des félicitations qu'elle a bien voulu m'adresser.

M. HOGUE (Australie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que l'Australie prend la parole au Conseil de sécurité en tant que membre du Conseil pour 1985-1986, je voudrais tout d'abord exprimer le plaisir que nous ressentons de voir à la présidence une personne aussi compétente, qui représente un pays dont le peuple nage dans le même océan que nous. Qu'il me soit également permis d'exprimer les mêmes sentiments à notre autre collègue de l'océan Indien, l'ambassadeur Krishnan, de l'Inde.

Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier les membres du Conseil pour les chaleureuses paroles de bienvenue qu'ils nous ont adressées au cours des semaines passées.

Je peux assurer les représentants que l'Australie prend très au sérieux ses responsabilités de membre du Conseil. L'Australie est d'avis que le Conseil devrait jouer un rôle aussi efficace dans le cadre de ses fonctions en tant qu'organe dont la responsabilité première est le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous pensons que le Conseil devrait jouer un rôle constructif en allant au-devant des problèmes et en oeuvrant pour les éviter ou pour les résoudre. A cette fin, nous pensons que les résolutions adoptées par le Conseil devraient examiner les problèmes de manière équilibrée, constructive et clairvoyante.

M. Hogue (Australie)

La manière dont nous abordons le problème dont le Conseil est saisi s'inspire de ces considérations générales ainsi que de quelques considérations particulières qui s'appliquent à ladite situation, à savoir :

La souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale du Liban doivent être scrupuleusement respectées, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues;

L'Australie déplore tous les actes de violence au Liban, notamment ceux qui mettent en danger la vie de civils;

L'Australie n'a cessé de demander le retrait du Liban de toutes les forces étrangères, à l'exception de celles qui s'y trouvent à la demande du Gouvernement libanais.

Telle reste notre position.

L'Australie se félicite de l'intention d'Israël de commencer à retirer ses forces et elle estime qu'un retrait complet selon un calendrier agréé est essentiel. L'Australie appuie par conséquent l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de la reprise des pourparlers de Naqoura en tant que moyen de parvenir à cet objectif.

L'Australie reconnaît que les forces israéliennes ont, en se retirant, subi des attaques et que certains des actes des Forces de défense israéliennes (FDI) ont été commis en état de légitime défense. D'autre part, certains actes des FDI semblent avoir été sévères et nous préoccupent du fait de leur sévérité. A cet égard, les dispositions de la quatrième Convention de Genève et les droits de la population civile doivent être scrupuleusement respectés.

L'Australie continue d'appuyer le rôle de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) dans la situation difficile dans laquelle elle doit opérer. Tous les actes de violence contre la FINUL d'où qu'ils viennent doivent être déplorés.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Australie pour les paroles d'autant plus aimables qu'il a eues à mon égard qu'elles viennent d'un voisin dont nous ne sommes séparés que par l'océan Indien.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de la République islamique d'Iran. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. RAJAIE KHORASSANI (République islamique d'Iran) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité, et pour la maîtrise avec laquelle vous dirigez les affaires du Conseil. Je voudrais également féliciter l'ambassadeur Krishnan, de l'Inde qui, au cours du mois de février, a assumé les lourdes responsabilités de Président du Conseil avec une efficacité et une compétence remarquables.

Le Conseil examine à nouveau la situation au Liban, qui fut victime des raids aériens, des actes d'agression, des crimes et des atrocités sionistes bien avant d'être occupé par l'armée sioniste. Le Liban est maintenant la terre sainte de la lutte et de la résistance. Le peuple musulman du Liban - profondément déçu par les appellations pompeuses d'organes internationaux paralysés, tel le Conseil de sécurité des Nations Unies, et sachant que le Conseil n'est pas moins victime de l'infiltration et de l'hégémonisme sionistes que le Liban lui-même - a décidé d'assurer sa propre défense à la fois contre des éléments internes qui ont collaboré avec l'ennemi agresseur et contre l'armée d'agression sioniste.

La tâche du peuple libanais - de ces champions du Liban - qui est la fierté de l'histoire de l'Islam et du mouvement islamique actuel dans la région, est énorme, en vérité. L'armée sioniste a toujours été la mieux dotée grâce aux équipements de guerre les plus perfectionnés importés d'Occident, notamment des Etats-Unis. Elle a toujours été bien approvisionnée grâce aux milliards de dollars amassés avec les deniers des contribuables américains, dont nombre d'entre eux se mettent en grève, de temps à autre, pour protester contre leurs bas salaires, et qui, tous, doivent supporter le fardeau du déficit budgétaire des Etats-Unis, sans savoir la mesure dans laquelle ce déficit est dû au soutien américain sans réserve accordé à l'armée de l'agresseur sioniste.

On a toujours estimé que l'armée sioniste était invincible. Pourtant le peuple du Liban lui a donné une leçon tellement exaspérante qu'elle ne sait plus ce qu'elle fait ni pourquoi elle le fait, tuant dans leur sanctuaire d'innocents fidèles. Où sont les partisans sincères et intransigeants des droits de l'homme lorsqu'il s'agit des nombreux Sabra et Chatila, les Deir Yassin au passif de l'armée nazie d'Israël?

Le Washington Post du 21 février 1985 a publié un article dans lequel Richard Homan déclare que :

M. Rajaie Khorassani (République islamique d'Iran)

"La Commission internationale de juristes a accusé hier l'armée israélienne d'avoir durement maltraité les prisonniers dans les centres de détention situés sur la Rive occidentale occupée et dont elle se sert comme 'centre d'intimidation' où des 'confessions sont fabriquées'."

Et dans The Christian Science Monitor du 1er février 1985, Mary Curtius rapporte que :

"Les autorités militaires israéliennes utilisent une prison de la Rive occidentale en tant que 'centre d'intimidation' où, selon les allégations d'avocats, les prisonniers sont parfois battus et torturés."

A mesure que s'accroissent les atrocités sionistes, les spectacles de ces crimes témoignent de la frénésie grandissante des crimes sionistes. Dans un autre article publié par The Christian Science Monitor du 25 février 1985, Jim Muir écrit que :

"Toute maison où l'on a trouvé des armes et des suspects est rasée au bulldozer. Des dizaines de villageois sont emmenés pour subir un interrogatoire. Aucun n'est encore retourné... 'Ils sont venus avec des chars et des troupes, et ont tiré de tous les côtés' a dit quelqu'un. Tous les hommes âgés de 14 à 60 ans ont été emmenés à l'école du village pour y être interrogés. Ils ont pris des chiens policiers dans les maisons où se trouvaient les femmes."

Le même article rapporte que :

"Lorsque le cheikh du village a tenté d'expliquer aux Israéliens qu'en agissant ainsi ils retourneraient toute la population contre eux, ceux-ci lui ont ordonné, en criant, de rentrer dans le rang... 'Les Israéliens ployaient sous les armes, mais ils avaient plus peur de nous que nous n'avions peur d'eux. Nous nous sommes moqués d'eux.'"

Selon l'article de John Kifner paru dans The New York Times :

"Aujourd'hui les soldats israéliens ont assiégé au moins neuf villages musulmans chiites, au Sud-Liban, afin d'écraser la résistance clandestine."

...

Israël a entrepris ce que le Ministre de la défense, Yitzhak Rabin a appelé 'la politique de la poigne de fer'..."

Pour démontrer cette "poigne de fer",

M. Rajaie Khorassani (République islamique d'Iran)

"Des colonnes d'Israéliens appuyés par des transporteurs de troupes blindés et des chars ont encerclé toute une série de villages chiites et y ont pénétré. Ces villages sont situés à l'est de Tyr et ont constitué des centres de rebellion. Ils ont rassemblé tous les hommes des villages pour les interroger; ils ont enlevé des Chiites soupçonnés de guérilla et ont rasé ou dynamité les maisons."

La portée des crimes sionistes s'élargit sans cesse et selon l'article de M. Kifner :

"La Croix-Rouge a déclaré aujourd'hui que, depuis le milieu du mois, les forces israéliennes avaient emmené 112 nouveaux prisonniers dans le camp d'Ansar, au Sud-Liban, dont le nombre de détenus s'élève à 1 602. Normalement, toutefois, les prisonniers sont souvent détenus et interrogés dans plusieurs autres endroits avant d'être transférés à Ansar."

L'imam chiite, le chef religieux du village du Burj al Shemali, qui, selon des témoins, a été enlevé au cours d'un raid par des soldats israéliens, a été trouvé aujourd'hui par un berger dans un puits abandonné. Il a été conduit à l'hôpital des forces des Nations Unies."

Dans un article d'Ihsan Mijazi, The New York Times du 5 mars 1985 signale une communication de Reuters concernant un hôpital à Tyr, au Sud-Liban, selon laquelle :

"Les administrateurs de l'hôpital ont affirmé que des troupes israéliennes avaient pris d'assaut le principal hôpital de la ville, qu'elles avaient battu le directeur et saisi des personnes qui attendaient pour donner du sang pour les victimes de l'explosion de Maarakah.

Ils ont déclaré que les troupes israéliennes avaient saisi au moins huit personnes, sous la menace du fusil, alors qu'elles s'apprêtaient à donner du sang pour ceux qui avaient été blessés dans l'explosion du village."

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Ces atrocités sauvages et meutrières ont poussé les Musulmans libanais à organiser une procession au sujet de laquelle le journaliste du New York Times a écrit, le 6 mars 1985 :

"Chantant 'mort à Israël!' et 'Amérique, le grand satan!', des milliers de manifestants musulmans ont marché dans les rues de Beyrouth Ouest, aujourd'hui, pour protester contre la mort de 15 personnes dans l'explosion d'une bombe dans un village shiite au Sud du Liban."

Puisque le Conseil de sécurité est tellement attaché au maintien de la paix et de la sécurité internationales, il a dû suivre ces événements au Liban avec la plus grande préoccupation et de minute en minute; et par conséquent, il est parfaitement inutile de citer dans cette salle de nombreux autres actes criminels commis par l'entité sioniste. Cela est particulièrement inutile étant donné que certains Etats membres consciencieux du Conseil de sécurité savent parfaitement que leurs mains aussi ont trempé jusqu'aux coudes dans le sang des Musulmans libanais.

La question fondamentale qui se pose au Conseil n'est pas de savoir pourquoi le Conseil a observé les actes criminels commis de sang froid par ces terroristes - étant donné la présence des alliés des sionistes au Conseil, la réponse à cette question est évidente -; la question fondamentale est de savoir si, au cours des deux années d'occupation du Liban par les forces sionistes, quelque chose est arrivé à la paix et à la sécurité internationales. La confiance endormie des garants de la paix et de la sécurité internationales a-t-elle été gênée? N'est-il pas vrai que chacun d'entre nous a fort bien dormi en dépit des violations flagrantes et continues de la paix et de la sécurité internationales? N'est-il pas vrai que pendant ces deux années douloureusement longues, dont chaque heure a semblé plus longue au peuple du Liban qu'une année pour le Conseil de sécurité, seuls les courageux Musulmans du Liban ont sacrifié jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour défendre la paix et la sécurité internationales? N'est-il pas vrai que, depuis que les ennemis de l'humanité ont installé cette base sioniste, ce furoncle au coeur de la Palestine, la paix et la sécurité internationales ont disparu de notre région et que, par conséquent, ceux qui se sont réunis ici pour défendre la sécurité des frontières d'un Israël qui s'élargit ont constamment trahi la cause de la paix et violé la Charte? N'êtes-vous donc pas d'accord pour reconnaître qu'il s'agit là de fieffés menteurs qui ont envoyé leurs agents sionistes dans notre région pour la dévaster, l'occuper et la piller?

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Parmi les millions d'Arabes et les centaines de millions de Musulmans, le peuple du Liban, grâce à son attachement authentique à la foi libératrice de l'Islam, s'est chargé de donner la preuve de sa résistance, de sa détermination et de sa lutte historique. Pour la première fois, il a vaincu le champion de la guerre des six jours de 1967.

L'ambassadeur d'Egypte, qui prend part aux délibérations du Conseil et se souvient de la taille de l'armée arabe de la guerre de 1967, est à même d'apprécier l'importance de la réalisation du peuple musulman du Liban. De toutes les entités nationales et internationales qui, d'une façon ou d'une autre, ont participé au conflit arabo-israélien et qui se sont déclarées les adversaires des envahisseurs sionistes, seul le peuple musulman du Liban s'est révélé victorieux, sous l'étendard de l'Islam.

Nous pensons que l'Organisation internationale - et plus particulièrement le Conseil de sécurité - doit beaucoup au peuple du Liban pour sa lutte contre l'invasion sioniste. Il a combattu bravement pour la cause de la paix et de l'indépendance. C'est lui qui appuie la Charte et non pas ceux qui prononcent de vaines paroles ici.

Avec une détermination islamique, il a puni l'agresseur sioniste et ceux qui sont derrière lui. Il a payé ainsi le prix élevé de la punition légitime qu'il a infligée et que, par la grâce de Dieu, il continuera d'infliger à l'ennemi sioniste. Et au sommet de cette lutte de crime et de châtement, nous assistons tout à coup à un effort diplomatique désespéré, de la part de certains dignitaires d'Arabie pour se rendre davantage encore à l'ennemi sioniste. Au lieu de permettre aux Musulmans arabes qui se trouvent sous leur joug d'être libres et de se joindre aux forces de résistance du Liban, ils se rendent d'une capitale à l'autre, comme des idiots, pour étendre et renforcer les misérables Accords de Camp David. Dans une déclaration récente, le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, tout en mettant en garde la communauté internationale contre les dangers potentiels des mesures adoptées récemment par le régime qui gouverne la Jordanie et d'autres régimes arabes réactionnaires de la région, a exprimé la conviction que le slogan propagé par ces personnages réactionnaires, selon lequel on obtiendrait la paix en échange d'un morceau de terre, n'est qu'un mensonge et une tromperie transparente pour obliger les Etats de la région à négocier avec le régime ennemi sioniste et à le reconnaître.

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

La longue tradition d'agressions et de massacres du régime qui occupe Qods montre clairement que ce régime ne se contentera de rien de moins que la domination totale de toutes les terres islamiques, à savoir les terres qui s'étendent du Nil à l'Euphrate, et l'élimination totale de toute manifestation islamique dans la région; elle montre également qu'aucun règlement obtenu par la force ne peut rendre un seul pied carré de terre islamique à ses propriétaires véritables, qui sont le peuple musulman opprimé de Palestine.

Il est extrêmement regrettable que de nombreux dirigeants arabes aient choisi de traiter pacifiquement avec ce mal qu'est le sionisme au lieu de revenir vers leur héritage et leur identité islamique et de se fonder sur eux. Sinon, nombre de ceux dont les mercenaires ont aidé le président Saddam Hussein contre nous n'auraient pas laissé seul le peuple musulman du Liban.

Je voudrais m'adresser à toutes les délégations arabes ici présentes pour leur demander : le peuple du Liban ne combat-il pas l'ennemi historiquement et internationalement reconnu des Arabes? Le peuple du Liban n'est-il pas musulman et son ennemi n'est-il pas le Kuffar sioniste qui occupe la terre musulmane de Palestine et les sanctuaires islamiques? Pourquoi, alors, les dirigeants arabes, au lieu de l'aider, conspirent-ils contre lui et cherchent-ils à étendre les Accords de Camp David? Cela ne signifie-t-il pas qu'ensemble, ces dirigeants agissent comme des ennemis de l'Islam? Et, en outre, cela ne montre-t-il pas que toute la lutte du Moyen-Orient est un affrontement entre l'Islam et le Kuffar?

M. Rajaie-Khorassani (République
islamique d'Iran)

Les documents du Conseil de sécurité et les principes qui régissent ses débats montrent que ceux qui savent prendre soin de leurs intérêts dans le monde réel, à l'extérieur du Conseil de sécurité, savent aussi les défendre dans cette salle, et que ceux qui sont aveuglés par l'éclat matérialiste des puissances sataniques du monde, et qui ont donc adopté une attitude servile à leur égard en dehors des Nations Unies, sont des substituts tributaires de ces mêmes puissances dans cette salle également.

Et ainsi, tant que les nations islamiques n'auront pas mis tout leur potentiel au service d'un front islamique unifié, elles continueront d'avoir peur de l'Islam comme ses ennemis en ont peur et ne pourront pas contribuer à apporter à la société de l'homme tout le bien et le bonheur que l'Islam exige qu'on lui apporte. Lorsque les Musulmans s'identifient à autre chose qu'à l'Islam, leur nouvelle identité, fausse et artificielle, les écarte peureusement de l'Islam et de tout ce qui est islamique. C'est cette crainte de l'Islam et de la révolution islamique, comme Karen Elliot le dit dans un article paru dans le Washington Post d'aujourd'hui, qui a encouragé certaines nations arabes, dont l'Iraq, à prêter l'oreille à l'appel de l'Egypte pour une paix arabo-israélienne plus large.

Ma première proposition s'adresse à nos frères arabes de la région qui ont, par erreur, pris le problème pour la solution. L'Islam, je n'ai pas besoin de les en convaincre, est la solution et non le problème; et une paix arabo-israélienne plus large n'est que le problème - certainement pas la solution.

Si le Conseil de sécurité veut vraiment jouer au "Conseil de sécurité", je propose que l'on adopte un projet de résolution qui, en termes résolus et sans équivoque, condamne l'agresseur sioniste pour ses crimes récents ainsi que pour son occupation illégale, qui se poursuit depuis trop longtemps, du territoire libanais, et exige le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les forces sionistes de tous les territoires occupés. Je crois que le projet de résolution qui nous est présenté contient ces deux éléments très importants pour mon gouvernement. Nous pensons également que les professionnels du veto essaieront, cette fois-ci, de se mettre du côté des Arabes, qui disposent les uns et les autres d'une grande quantité de pétrole à bon marché et d'un marché lucratif, et non pas du côté de la base sioniste qui, jusqu'ici, outre qu'elle est redevable d'un nombre considérable de factures militaires et autres, n'a rien apporté aux Etats-Unis si ce n'est

M. Rajaie-Khorassani (République
islamique d'Iran)

l'animosité et la haine profondes qu'éprouvent à leur égard les peuples du Moyen-Orient.

Enfin, le régime islamique d'Iran, en raison de sa qualité islamique, est toujours rendu responsable de tous les événements islamiques survenus dans la région et, en particulier, au Liban. L'on ne veut certes pas, en accusant la République islamique d'Iran, faire de la propagande pour l'Iran et le présenter comme un Etat islamique puissant sur lequel peuvent compter les opprimés et qui est craint par les puissances Istickbary. L'on veut plutôt nuire à la réputation du peuple musulman du Liban, comme si d'autres en dehors de l'Iran n'avaient ni le droit de faire partie de l'Islam ni celui d'être engagés envers l'Islam.

Qu'il me soit permis d'assurer ceux que cela inquiète que, premièrement, l'Islam n'est le monopole de personne. Tous les peuples, y compris nos frères du Liban, ont également le droit de faire partie de l'Islam. Deuxièmement, dès qu'une nation comme le Liban renouvelle son engagement à l'égard de l'Islam, elle continue de jouer son rôle constructif libérateur, indépendamment de la République islamique d'Iran et immédiatement sur la base de l'Islam et conformément à l'Islam. Ceux qui pensent autrement ne connaissent rien à l'Islam. Ce que nous observons au Liban, c'est simplement la lumière d'Islam qui a heureusement éclairé une partie de la petite population du Liban, laquelle a résolument décidé de débarrasser énergiquement sa patrie islamique de l'obscurité du sionisme et de l'impérialisme. Rien ne pourra l'arrêter. Plus on essaiera d'éteindre cette lumière, plus elle brillera. Le meilleur conseil que l'on puisse donner à l'ennemi est de quitter tranquillement la région, bien qu'il s'agisse là d'un conseil peu facile à suivre.

S'agissant de la devise israélienne, dont le quart équivalait auparavant à un dollar, l'on dit aujourd'hui qu'il en faut plus de 9 000 pour faire un dollar. Les billets d'avion doivent être payés en dollars en Israël. Et voilà où est le problème. Cela veut dire que si les Juifs Ashkenazi vendent toutes leurs possessions et leurs biens immobiliers, ils peuvent à peine acheter avec la somme encaissée un billet de retour pour Brooklyn. Cela veut dire aussi que même pour ces billets de retour, ce sont les pauvres fermiers américains qui doivent payer.

Deuxièmement, m'adressant à mes frères arabes, je voudrais réaffirmer que la base sioniste est un ballon gonflé d'air. N'en ayez pas peur. Ce n'est rien. Il est déjà battu, il est déjà vaincu. Un professeur de sciences politiques américain

M. Rajaie-Khorassani (République
islamique d'Iran)

- dont on me permettra de ne pas citer le nom - qui est venu un jour me voir, m'a dit que les Etats-Unis ne pourraient jamais comprendre à quel point ce misérable Satan est faible et facile à battre.

J'espère donc que les représentants du Gouvernement des Etats-Unis mettront un terme aux dépenses engagées au titre de cette non-entité sioniste.

Ils doivent vivre avec des Musulmans, avec des Musulmans indépendants et puissants. Ils feraient mieux de commencer à apprendre à le faire rapidement pour qu'il y ait le moins de dégâts possibles de part et d'autre.

A mes frères arabes, je réaffirme que l'ennemi est déjà vaincu. Ils ne doivent pas en avoir peur. Unissons-nous tous et libérons la Palestine. Croyez-moi, le superbe drapeau de la Palestine sera bientôt hissé sur la totalité des terres occupées. Plus tôt nous aurons établi notre front islamique uni, plus tôt la libération de la Palestine et des territoires des autres peuples opprimés interviendra.

Etant donné que les victoires des forces musulmanes au Liban sont généralement considérées comme le fruit de la révolution islamique en Iran, je voudrais dire, si on me le permet, que nous comprenons parfaitement pourquoi, en dépit de l'accord du 12 juin et de la présence d'une équipe des Nations Unies dans les deux capitales, nous soyons l'objectif de puissants missiles dévastateurs à Desful, Abandan, Ahwaz, Sari-pole-Zihab et ailleurs.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la République islamique d'Iran pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant d'Israël. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. NETANYAHU (Israël) (interprétation de l'anglais) : Je vous félicite, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence. Je félicite également votre prédécesseur, l'ambassadeur de l'Inde, pour la façon heureuse dont il a rempli ses fonctions le mois dernier.

Certains ont aujourd'hui attaqué mon pays d'une manière malveillante et fausse. Nous avons entendu un écho verbal vicieux des attaques matérielles dont sont victimes les soldats israéliens à mesure que l'armée israélienne se retire du sud du Liban.

Par exemple, le représentant libanais a une fois encore avancé l'accusation méprisable selon laquelle Israël est impliqué dans l'explosion qui a détruit la mosquée de Maarakah. Une fois encore j'affirme catégoriquement qu'Israël n'a joué aucun rôle dans cette explosion. Les unités des forces de défense israéliennes ne se trouvaient même pas dans le village au moment de l'incident. Il semblerait que cette explosion ait eu lieu lorsque des terroristes ont commis une erreur dans le maniement du détonateur du dispositif ce qui a entraîné l'explosion de ce dernier.

En aucune façon les unités des forces israéliennes de défense n'ont empêché, comme l'a dit le représentant du Liban, les ambulances et autres voitures de secours d'entrer dans l'hôpital. En fait, c'est le contraire qui est vrai. Les forces de défense israéliennes ont ouvert la voie vers l'hôpital dont ils ont assuré l'accès en dispersant une foule qui manifestait violemment devant l'hôpital.

Indépendamment de ces accusations absurdes et d'autres du même genre, de quoi sommes-nous réellement accusés? Je crois que l'on nous attaque tout simplement parce que nous avons l'audace de protéger la vie de nos hommes. Nous cherchons des caches d'armes. Nous essayons de repérer où se trouvent les terroristes qui cherchent à nous attaquer ou ceux qui nous ont déjà attaqués. On voudrait qu'on s'en excuse vivement. Nous ne le ferons pas.

Ce qui frappe particulièrement dans l'expression d'indignation sélective que nous avons entendue aujourd'hui c'est qu'elle n'est nullement motivée par le souci de défendre l'intégrité du Liban ou la sécurité de ses citoyens mais uniquement par celui d'attaquer Israël. Car si les gouvernements qui se sont évertués à exprimer leur indignation devant les actes d'Israël au Liban s'intéressaient véritablement à ce pays et à son peuple ils auraient dû au moins mentionner que 60 p. 100 du Liban demeurent sous le joug syrien. J'ai entendu plusieurs représentants parler ici

M. Netanyahu (Israël)

de la souveraineté du Liban et des souffrances indicibles de ses habitants. Ils auraient pu mentionner l'occupation syrienne ou parler des bombes qui explosent sans cesse à Tripoli et à Beyrouth, ou au tir d'artillerie dont a été l'objet ces jours derniers la capitale du Liban.

C'est précisément à cette même manifestation d'amnésie concernant le Liban dont nous avons déjà été témoins ici dans le passé. Lorsque, au cours de la précédente décennie de terreur et de troubles, 100 000 Libanais ont été massacrés par la Syrie et l'OLP ou se sont entretués, les pays qui se sont employés activement aujourd'hui à dénoncer Israël n'ont exprimé aucune indignation.

Mais, évidemment, étant donné leur caractère imaginaire, la réalité, dans les résolutions anti-israéliennes, est présentée d'une certaine façon. Qu'il me soit donc permis, comme l'ont fait quelques autres représentants, de réintroduire la réalité dans cette discussion.

Nous croyons que si les terroristes stockent des bombes, des missiles et des fusils en vue de s'en servir contre nos soldats et, comme ils nous en ont menacés à plusieurs reprises, contre nos civils, nous avons le droit mais aussi le devoir de trouver ces bombes, missiles et fusils avant qu'ils ne soient utilisés contre nous.

La majeure partie du sud du Liban est maintenant pacifique. Les gens en ont assez de la violence. Ils ont rejeté l'incitation au meurtre de certains chefs locaux qui sont inspirés par Khomeini et dirigés par la Syrie. Mais quelques villages, principalement dans la région de Tyr, ont succombé à l'incitation de Damas, de Téhéran et à la station relais de Beyrouth.

Nos patrouilles de recherche ont trouvé les terroristes dans ces villages. Ils ont pris un soin particulier à n'imposer que le minimum de restrictions que nécessitent l'arrestation des terroristes et la découverte des armes cachées. Je vais indiquer ici une partie de ce qu'ils ont trouvé.

Dans le village de Dir Arabiyeh, ils ont trouvé des grenades à tube, des fusées antichars et deux voitures bourrées d'explosifs. Dans le village de Burj-Rachel, ils ont trouvé 37 caisses contenant des milliers de balles, des dizaines de grenades à main, 60 obus de mortier et des missiles Strella. Dans un autre village, celui de Kfar Jibshit, ils ont trouvé une cache d'armes contenant plus de 2 000 détonateurs, des grenades à main, des fusils, des mitrailleuses et même des fusées Katyusha.

Ces armes devaient de toute évidence être utilisées contre nous. Mais à en juger par les menaces proférées par les fanatiques, elles ne nous étaient pas

M. Netanyahu (Israël)

uniquement destinées et devaient être utilisées au Liban contre d'autres cibles. Des innocents innombrables auraient été assassinés ou mutilés si nous n'avions pas agi.

Ces fanatiques prétendent être des résistants. Mais leur campagne contre nous n'a commencé qu'après l'amorce de notre retrait. A quoi résistent-ils donc? A notre départ?

Il y a quelques jours seulement, mon gouvernement a entamé la deuxième étape de notre retrait vers la frontière internationale. Mais les exhortations à la violence continuent d'être lancées de Téhéran, de Damas et de Beyrouth. Le Gouvernement libanais devrait savoir qu'en se joignant à ceux qui incitent à la terreur il sera tenu pour responsable des conséquences qui résulteront de cette incitation.

Quelle est la véritable nature de cette prétendue résistance? Ses cibles ne sont pas seulement militaires, mais également civiles : ses membres ont tué des civils au Liban et se sont vantés d'avoir l'intention de tuer des civils en Israël. Ils choisissent délibérément certaines méthodes, comme les voitures piégées, qui tuent aveuglément.

Outre la tuerie aveugle de leur propre peuple, ils prennent pour cibles des citoyens des pays membres du Conseil. Ce sont les mêmes qui ont tué dans leur sommeil des soldats - américains et français - chargés du maintien de la paix, qui ont placé des bombes dans des ambassades et des bâtiments occupés par des bureaux, tuant ainsi femmes, enfants et autres personnes civiles.

Bref, ils tuent aveuglément, et comme nous l'avons vu aujourd'hui ils sont même prêts à tuer du personnel des Nations Unies.

A l'heure actuelle l'une des victimes de leur terreur, Israël, est au banc des accusés. Pour être certains que le résultat obtenu dans cette salle donnera satisfaction aux terroristes, ils adoptent une incroyable tactique terroriste : ils profèrent des menaces contre un Etat membre du Conseil de sécurité. Ils menacent d'assassiner un membre américain du groupe d'observateurs des Nations Unies si les Etats-Unis n'acceptent pas un projet de résolution anti-israélienne. Peut-on avoir le moindre doute quant à l'identité réelle de ces prétendus résistants?

Dans une tentative visant à dicter l'issue de nos délibérations, les terroristes ont envahi cette salle. Maintenant, c'est le Conseil de sécurité qu'ils veulent détenir comme otage. C'est là l'ultime otage à détenir.

Si les terroristes arrivent à leurs fins, qui sera la prochaine victime?

M. Netanyahu (Israël)

Quel pays se trouvera soumis au chantage terroriste dans une autre instance diplomatique? Ce serait de la folie, une folie dangereuse, que de laisser les terroristes l'emporter.

Etant donné qu'il déforme la situation au Liban, ce projet de résolution doit être rejeté. Si les Etats membres souhaitent mener les affaires du Conseil à l'abri du chantage et de la menace terroristes, il doit être rejeté.

Je ne saurais terminer sans faire quelques observations sur certaines déclarations que nous venons d'entendre. Je commencerai par la déclaration du représentant de l'Union soviétique.

Parmi les nombreuses accusations lancées aujourd'hui contre mon pays, j'estime que celle-ci mérite de retenir tout particulièrement l'attention. Le représentant de l'Union soviétique a parlé de terrorisme d'Etat; je crois que ce sont là ses paroles : terrorisme d'Etat. Il devrait pourtant savoir ce qu'il en est. C'est un sujet sur lequel son gouvernement est bien versé. Après tout, il est le premier adepte de cet art.

M. Netanyahu (Israël)

Le représentant de l'Union soviétique a également présenté des considérations humanitaires toute spéciales sur le droit international pertinent, l'éthique de la conduite de la guerre. Cela est particulièrement curieux si l'on songe au comportement récent de l'Union soviétique en Afghanistan. En Afghanistan, il n'y a pas de hordes de journalistes ni d'équipes de télévision. Mais nous avons le témoignage de soldats soviétiques qui ont été obligés d'y faire leur service et qui, s'étant échappés, ont raconté leur aventure. Prenons, par exemple, le cas du soldat de 2e classe, Oleg Khlan. Une interview avec ce soldat a été publiée dans le Christian Science Monitor du 10 août 1984. Il a dit ceci :

"Nos officiers nous ont ordonné, lorsque nous attaquions un village, de ne pas laisser une seule personne en vie pour en faire le récit. En cas de refus, c'est à nous qu'on s'en prendrait."

Si le représentant de l'Union soviétique souhaite d'autres exemples, je serais heureux de les lui donner. En tout état de cause, s'il souhaite nous donner une leçon sur l'éthique internationale, qu'il trouve d'abord ses premiers étudiants dans les unités soviétiques de la vallée de Panshir en Afghanistan.

Il est une autre déclaration à laquelle je voudrais me référer : celle qui bat tous les records et que vient de prononcer le représentant de l'Iran. Que peut-on dire après cet étalage surprenant et parfois loufoque du représentant de l'un des Etats les plus ouvertement terroristes de notre époque, sinon qu'il mérite une bonne note pour sa candeur? Le représentant de l'Iran ne se donne même pas la peine de feindre quoi que ce soit. Tout comme son gouvernement, non seulement il appuie le terrorisme au Liban, mais il incite les Etats Membres au fanatisme fondamentaliste contre un autre Etat Membre.

Nous en sommes donc à une épreuve critique dans la vie de cet organe. Le terrorisme et la guerre sainte font leur entrée, grâce à l'Iran, au Conseil de sécurité.

Si quelques représentants seulement ont le courage de s'opposer à cette double obscénité, cela suscite une grave préoccupation pour l'avenir - non seulement en ce qui concerne les Nations Unies mais aussi l'ordre international.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant d'Israël pour les félicitations qu'il a adressées à la présidence.

En raison de l'heure tardive, je me propose de lever la séance maintenant. Il reste au moins 14 orateurs inscrits sur ma liste. A l'issue de consultations, il a été décidé que nous nous réunirions à nouveau lundi après-midi pour poursuivre l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour. A cette séance, nous entendrons les orateurs qui n'ont pas pu prendre la parole aujourd'hui et nous passerons au vote sur le projet de résolution.

Avant de lever la séance, je voudrais rappeler au membres du Conseil de sécurité que le Conseil examinera le point intitulé "La question de l'Afrique du Sud" demain, vendredi 8 mars 1985, à 15 heures.

La séance est levée à 18 h 55.